

Fédération de Russie

Olga Murashko

Johannes Rohr

Sur les 180 peuples habitant le territoire de la Russie actuelle, 40 sont officiellement reconnus comme « *petits peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient* ». Ils forment des groupes de moins de 50 000 membres qui maintiennent certains aspects de leurs modes de vie traditionnels et occupent des territoires au nord et dans la partie asiatique du pays. Un autre groupe continue de demander activement la reconnaissance qui lui est pourtant toujours déniée. Ensemble, ces groupes représentent 260 000 individus, ce qui représente moins de 0,2% de la population russe. Les nationaux d'origine russe représentent 78% de celle-ci. Les autres peuples, tels que les cinq millions de Tatars, ne sont pas officiellement reconnus comme peuples autochtones, et leurs membres ne s'auto-identifient pas toujours comme autochtones.

Les derniers chiffres officiels du recensement national de 2010 ne fournissent pas de données désagrégées sur les statuts socio-économiques des peuples autochtones. Ces derniers résident principalement en milieu rural, alors que la Russie est un pays très urbanisé.

Les peuples autochtones en tant que tels ne sont pas reconnus par le droit russe ; la Constitution et la législation nationale reconnaissent cependant certains droits aux « petits peuples autochtones du Nord », y compris les droits à la consultation et à la participation dans des cas spécifiques. Aucune loi ne consacre cependant de concept comme celui du « consentement préalable, libre et éclairé ».

La Russie n'a pas ratifié la Convention No. 169 de l'OIT et n'a pas appuyé la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DNUDPA). Le pays, en tant que successeur de l'Union soviétique, est signataire des principaux Pactes et Conventions des Nations Unies (NU) : PIDCP, PIDESC, ICERD, CEDEF et CICR.

Il existe une multitude d'organisations autochtones régionales, locales, interrégionales. RAIPON, l'organisation nationale parapluie, agit sous le contrôle étroit du gouvernement.

Droits sur les terres et les ressources naturelles

L'année 2016 a été marquée par une série d'affaires déclenchées à la suite des amendements au Code fédéral foncier entré en vigueur le 1^{er} mars 2015¹ (voir *Monde autochtone 2015*). Ces derniers ont abrogé l'article qui prévoyait que, dans les lieux de résidence traditionnelle et d'activités traditionnelles des peuples autochtones, les autorités locales devaient se fonder prioritairement sur les résultats des réunions ou référendums

menés auprès des communautés autochtones et locales pour décider de « la localisation des projets » (i.e : installations industrielles, plateformes pétrolières, pipelines, etc.)². Les autorités locales ont ainsi perdu le levier juridique qui leur permettait de protéger les territoires autochtones des incursions par les entreprises ou autres utilisateurs des ressources. En 2015 et 2016, cela a conduit à plusieurs cas de violations des droits fonciers autochtones.



Réduction des territoires autochtones dans l'Extrême-Orient russe

La Loi sur les Territoires Naturels à Usage Traditionnel (TNUT) a été adoptée en 2001. Il s'agit de l'unique loi fédérale accordant une certaine forme de reconnaissance aux régimes fonciers des peuples autochtones. Le gouvernement fédéral n'a cependant reconnu aucun Territoires Naturels à Usage Traditionnel (TNUT) parmi les centaines créées par les administrations régionales et locales en coopération avec les communautés autochtones, et ce malgré les appels répétés d'organes de traités des Nations Unies (NU), des organisations autochtones et des experts en droits de l'Homme. Les TTNU établis régionalement et localement n'ont ainsi aucun statut légal garanti et peuvent être démantelés à tout moment.

Cela s'est justement produit dans la région de Khabarovsk en 2016.

Le 30 septembre 2016, sans qu'aucune notification n'ait été donnée aux représentants et organisations autochtones habilités, le gouverneur par intérim du territoire de Khabarovsk a émis une ordonnance modifiant les frontières du TTNU 13 qui avait été précédemment

créé par les autorités régionales et locales. Le TTNU a ainsi été réduit de moitié. Le gouvernement du Kraï de Khabarovsk a affirmé que la décision était nécessaire puisque le territoire devait être distribué dans le cadre du programme « Far Eastern Hectare », un programme du gouvernement russe prévoyant la distribution gratuite d'un hectare de terre à chaque citoyen russe souhaitant s'installer en Sibérie (voir *Monde Autochtone 2016*, page 44). En réponse, les peuples autochtones du Kraï de Khabarovsk ont menacé d'organiser une grève massive de la faim³.

Polémique autour du Parc National Numto

Le Lac Numto (« Heavenly Lake ») dans le district autonome des Khantys-Mansis est l'un des sites sacrés les plus importants pour le peuple autochtone Khantys⁴. Le 28 octobre 2016, le gouvernement du district autonome des Khantys-Mansis a approuvé les modifications du tracé du parc national Numto afin de satisfaire les demandes de la compagnie pétrolière « Surgutneftegas » visant à réaliser des travaux de forage en vue de chercher du pétrole dans ce secteur. Les zones du parc amputées sont particulièrement précieuses en termes de biodiversité, d'héritage culturel et de mode de vie pour les peuples autochtones. La zone entourant le lac Numto est un ancien lieu de rituel pour trois peuples autochtones : les Khantys, les Nenets, et Mansis, où a eu lieu l'incarnation terrestre de Num, le dieu des cieux et le créateur de la terre et des peuples⁵. En février 2016, les membres du Forum Aborigen, un réseau d'organisations et d'activistes autochtones, ont lancé un appel au gouverneur « Rien ne peut compenser la perte de la nature vierge et de l'atmosphère spirituelle de tout le paysage autour du lac Numto »⁶. Cet appel n'a malheureusement pas bloqué les autorités qui ont pris la décision d'étendre l'exploration pétrolière dans cet environnement vierge.

Pétrole et gaz/ Yamal et Taïmyr

En 2016, le projet Yamal Liquid Natural Gas (LNG) (voir *Monde autochtone 2016*) était presque achevé, alors que subsistent de sérieux doutes quant au consentement des éleveurs de rennes Nenets au projet et quant aux conditions de ce consentement. Le projet va s'étendre sur la plupart des pâturages arides d'altitude de la côte nord-ouest de la péninsule de Yamal et menace de réduire drastiquement les réserves de poissons. Yamal LNG est un projet commun entre la seconde plus large entreprise productrice de pétrole russe, Novatek, et la compagnie française Total, ainsi que plusieurs compagnies chinoises. L'agence de crédit à l'exportation allemande Hermes avait reçu une demande d'aide à l'investissement d'une compagnie participant au projet mais l'avait déclinée en 2016.

Comme d'autres régions de l'Arctique touchées par l'extraction des ressources naturelles, la péninsule de Yamal est une zone « interdite » aux observateurs de la société civile car elle est classifiée comme zone frontière : les étrangers ne peuvent pas pénétrer dans cette zone, à moins d'obtenir une autorisation spéciale des services de renseignement ; et même les représentants de la société civile russe ont été refoulés lorsqu'ils ont tenté d'accéder à la région. Les observateurs qui ont finalement pu pénétrer la péninsule étaient surveillés de près lorsqu'ils essayaient d'interviewer les locaux et ils ont rencontrés beaucoup de

difficultés à pouvoir entrer en communication avec les éleveurs de rennes affectés, ces derniers se trouvant généralement loin des villages. Les locaux sont également souvent trop intimidés pour exprimer leurs opinions.

Pendant l'été, la péninsule de Yamal a été ébranlée par l'épidémie du virus du charbon qui a tué 1200 rennes et un garçon. L'épidémie provient de la chaleur inhabituelle et persistante qui a été ressentie l'année dernière dans l'Arctique et qui a permis au virus de s'échapper des cimetières et de se propager⁷. Cette vague de chaleur est une conséquence du réchauffement climatique qui est plus fort dans l'Arctique que dans d'autres régions. Le gouvernement de Yamal a cependant réagi aux événements en identifiant comme cause de l'épidémie la surpopulation de rennes et a annoncé son intention d'abattre presque un tiers de la population de rennes de la péninsule de Yamal, sans avoir consulté les éleveurs de rennes concernés. L'abattage devait avoir lieu seulement un mois après l'annonce de la décision.

Au même moment, le ministre de l'environnement a commencé à distribuer des permis d'exploration et d'exploitation de gisements de gaz dans la région. Lors d'une rencontre du Président avec le gouvernement, le Ministre Sergey Donskoy a déclaré: « Le potentiel de l'Arctique en matière de gaz (jusqu'à 20 milliards de mètres cubes de réserves prouvées), qui se distingue par son degré unique de concentration, exige de prendre des mesures spéciales pour encourager son développement rapide. La Russie pourrait ne plus être en mesure d'utiliser ce potentiel pour ses propres intérêts si de telles mesures ne sont pas prises ». Entre juin et septembre, Novatek a ainsi reçu des permis pour les gisements de la région, y compris dans la zone de Syadorsky du district autonome de Jamalo-Nénètsie, et dans les zones de Zapadno-Solpatinski, Severo-Tanamski et Nyavuyakhski dans la péninsule de Gydan.

« La coïncidence entre l'annonce du plan de réduire d'urgence et d'un tiers la population de rennes dans le Yamal et la délivrance rapide de permis pour l'exploitation du gaz dans la même région est cause de grande inquiétude pour le destin des éleveurs de rennes qui continuent de vivre selon le mode de vie familial traditionnel semi-nomade et qui sont parvenus à défendre ce mode de vie pendant la période soviétique et jusqu'à aujourd'hui » a déclaré Olga Murashko, une anthropologue russe travaillant avec les peuples autochtones. « Cela signifie qu'un nombre important de nomades de la péninsule de Yamal et de Gydan vont perdre leur mode de subsistance et la possibilité de maintenir leur mode de vie traditionnel. De plus, il est clair qu'avec le peu de temps qui leur a été laissé, les éleveurs de rennes autochtones ne peuvent pas être correctement consultés sur les plans de l'administration visant à abattre un nombre important de rennes »⁸. Avant la fin de l'année, l'administration a annoncé que 100 000 rennes avaient été abattus, ce qui est au dessus de la moyenne annuelle, mais bien en deçà de l'objectif prévu.

Taimyr est une autre région à l'est de la péninsule de Yamal caractérisée par le même niveau d'inaccessibilité. La plus grande ville de cette région est la ville minière de Norilsk, qui est la plus grande ville septentrionale au monde et qui est l'un des endroits les plus pollués de la planète. En septembre, Greenpeace a annoncé son intention d'inspecter les sites de forage pétrolier de Taimyr et expliqué que l'accès lui avait été finalement dénié et

qu'elle avait renoncé⁹. Au même moment, les entreprises pétrolières et gazières russes ont travaillé en collaboration étroite avec des entreprises occidentales dans la plupart de ces régions.

L'administration de la pêche a interdit l'utilisation du matériel traditionnel de pêche

Le 19 avril 2016, le Ministre de l'agriculture a publié l'ordonnance 152 qui interdit aux peuples autochtones d'attraper des poissons en utilisant des filets (« net gear »), à l'exception du saumon du Pacifique et de l'Arctique, entre le 1^{er} mai et le 30 septembre de chaque année. « Filet » (« net gear ») désigne tout équipement, incluant les filets traditionnels utilisés par les peuples autochtones, comme les nasses à poissons. Les filets demeurent cependant autorisés pour les entreprises de pêche commerciales.

Le peuple autochtone de Kovran, le principal village du peuple Itelmène de la péninsule du Kamchatka, a signé un appel conjoint au Gouverneur de Kamchatka et au Gouvernement fédéral. Le lundi 30 mai, un rassemblement de village a eu lieu à la maison culturelle afin de protester contre les actions de l'Agence fédérale de pêche, qui aurait prétendument obtenu des bénéfices des entreprises de pêche commerciale et répondu aux pressions exercées par celles-ci. Les participants ont soutenu que la population locale fait usage des filets depuis bien avant l'arrivée des russes dans la péninsule.

Le 7 juin, le Conseil de la Fédération a organisé en urgence une rencontre du Groupe de travail pour l'amélioration de la législation de la Fédération de Russie sur les droits des petits peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe, rencontre au cours de laquelle les représentants du Ministère de l'Agriculture ont affirmé que des changements dans la législation pourraient être apportés d'ici l'automne. Cela serait cependant trop tard pour résoudre la crise alimentaire aigue. À la fin de l'année, l'ordonnance n'avait pas été modifiée, et aucune action légale n'avait été prise à l'encontre les peuples autochtones de Kovran qui ne l'avait pas respectée. Si l'ordonnance est effectivement appliquée, la plupart des peuples autochtones perdront leur accès à la nourriture¹⁰.

Parc national de Bikin

Les 1 160 000 hectares du Parc national Bikin ont été ouverts en 2016. Le parc a été officiellement créé le 3 novembre 2015. Il est situé dans le bassin de la rivière Bikin, qui a été surnommé l'« Amazone russe », et qui a été créé pour protéger la population de tigres de Sibérie. Son territoire est traditionnellement habité et utilisé par le peuple autochtone des Oudéguéis, qui sont environ 1 500 et qui se sont battus pour la reconnaissance de leurs droits fonciers sur le territoire depuis la fin des années 1980. Lorsque la création du parc national a été officiellement annoncée, leur consentement réponse était mitigée, compte tenu de l'expérience russe extrêmement négative en matière de parcs nationaux. Les peuples autochtones sont généralement exclus de leur gestion, sont privés de l'accès aux parcs, du droit de maintenir leurs activités de subsistance traditionnelle ou de se livrer à l'ethno tourisme, une des quelques sources possibles de revenu. L'annonce de la création du Parc Bikin a donc suscité de fortes préoccupations. Lors des négociations, le

gouvernement régional s'est engagé à garantir la modification de la loi fédérale sur les zones protégées afin d'assurer l'insertion des terres autochtones et des droits à la participation des peuples autochtones dans les statuts du parc. Un amendement a été adopté en 2016 ; les statuts du parc garantissent cependant que 68% du territoire du parc seront disponibles pour une utilisation traditionnelle et que cette zone ne sera pas réduite. En septembre, la nomination d'Alexey Kudryavtsev comme directeur du parc par le gouvernement, une personne locale proposée par les Oudéguéïs, a représenté une avancée majeure. Il a alors créé le « Conseil permanent des peuples autochtones sous la direction nationale du parc », dont la présidence sera automatiquement assurée par le vice-directeur du parc. À la fin de l'année 2016, les observateurs étaient donc plus optimistes par rapport au Parc Bikin, même si des préoccupations persistent concernant plusieurs propositions de création d'autres parcs nationaux, par exemple sur les îles Komandorski, sur l'île Vaigach dans la mer de Barents, le Parc national Chore dans la région de Kemerovo¹ et le Parc national Udegeyskaya Legenda¹² dans le Kraï du Primorié.

Pénalisation et stigmatisation des « agents étrangers »

En décembre 2015, Sergey Nikiforov, le leader de la communauté Evenk Ivanovskoye dans la région de l'Amour a été condamné à quatre ans d'emprisonnement dans une colonie pénale (voir *Monde autochtone 2016*). Il avait guidé leur résistance contre Petropavlovk, une compagnie aurifère basée en Grande-Bretagne qui exploite un gisement d'or sur le territoire Evenk. Plusieurs tentatives de pression sur les autorités ont été faites au cours de l'année 2016 pour le faire libérer, y compris une campagne par le Centre sur les entreprises et les droits de l'Homme (*Business and Human Rights Centre*) basé en Grande Bretagne auprès de l'entreprise et de ses actionnaires et via la Cour européenne des droits de l'Homme. D'après son avocat en novembre dernier, celle-ci a cependant refusé d'examiner le cas. Amnesty International et le Centre mémorial (*Memorial Centre*) ont tous deux identifié M. Nikiforov comme prisonnier de conscience.

Le cas de Sergey Kechimov, un éleveur de rennes et shaman Khanty, n'a toujours pas été réglé à la fin de 2016. Il est accusé de tentative de meurtres malgré le fait que, d'après son propre témoignage, il ripostait simplement contre des chiens errants amenés par la compagnie pétrolière (voir *Monde autochtones 2016*).

Une autre organisation autochtone, la Fondation Batani, a été déclarée comme « agent étranger » en mars 2016.

Ainsi, trois ans après l'adoption de la Loi sur les agents étrangers (voir *Monde autochtone 2013*), la plupart des organisations autochtones sont aujourd'hui classées comme agents étrangers, aux côtés de 150 autres organisations de la société civile. Les organisations jugent généralement qu'il est trop risqué de continuer leurs activités lorsqu'elles tombent sous l'application de cette loi, et celle-ci a conduit à la disparition de beaucoup d'ONGs, souvent présentes depuis le début des années 1990.

Le dimanche 11 décembre, l'activiste autochtone pour les peuples autochtones internationalement reconnu, Rodion Sulyandziga, a été détenu et interrogé pendant

plusieurs heures au département de police Konkovo de Moscou. Il était sur le point de présider un séminaire d'information lorsque des officiers de police ont pénétré dans son appartement à 7 heures du matin, fouillé celui-ci et saisi son ordinateur portable. Aucune charge n'a été portée contre M. Sulyandziga, et les observateurs ont donc conclu qu'il s'agissait d'un acte délibéré d'intimidation.

Mécanismes internationaux des droits de l'Homme

En 2016, le Comité onusien pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) a continué à examiner l'affaire du village de Kazas dans la région de Kemerovo, au sud de la Sibérie. Cette affaire avait commencé par une plainte auprès du Mécanisme d'action d'urgence au printemps 2015. Aucune décision n'a été prise par le Comité au cours de l'année 2016¹³.

En juillet, le CERD a cependant reçu le 23-24 rapport périodique du gouvernement de la Fédération de Russie, qui comprend plusieurs pages d'information sur l'affaire de Kazas¹⁴. Ces informations ont été jugées inexactes par les représentants de la communauté du village. En 2016, la Russie a également soumis son 6^{ème} rapport périodique au Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels¹⁵. Il a également soumis son 4^{ème} rapport en application de la Convention cadre sur les minorités nationales du Conseil de l'Europe (FC-NM)¹⁶.

Le Programme des Nations Unies pour le développement a travaillé sur un projet ayant pour but la conservation de la biodiversité dans la région de Kemerovo et à Kazas, dans le cadre duquel un guide pour le « dialogue social » entre les compagnies charbonnières et les communautés autochtones a été rédigé. La communauté de Kazas a été très préoccupée par ce guide, en raison du fait que le consultant chargé de le rédiger, INECA, travaille habituellement pour les compagnies minières et a donc la réputation d'agir d'une manière préjudiciable aux intérêts autochtones ; également parce qu'il n'intégrait pas les standards internationaux clefs qui sont celui du Consentement Préalable, Libre et Éclairé (CPLÉ) et celui du respect des droits fonciers coutumiers ; et, enfin, parce que le guide exhorte la prise en compte des standards internationaux dans les cas où des entreprises étrangères sont impliquées, au lieu de le recommander pour l'ensemble des situations, y compris celles où ne participent au projet aucun investisseur ou entreprise international ou étranger.

Notes et références

- . 1 Loi fédérale 171-FZ datée du 23 juin 2014.
- . 2 Item 3, Art. 31, Code foncier de la Fédération de Russie avant l'entrée en vigueur des amendements apportés par la loi fédérale 171-FZ.
- . 3 Aborigeny Khabarovskogo kraia gotovy ob'javit' massovuyu golodovku, 14 octobre 2016, <http://www.vostokmedia.com/r3/14-10-2016/n301596.html>, dans le cas d'un TTNU, l'administration semble avoir utilisé la campagne « un hectare en Extrême-Orient » pour transférer illégalement un territoire à une société forestière, voir «V habarovskom krae territorii traditsionnogo

prirodopol'zovaniya koren-nykh narodov iz'jali dlya lesozagotovok", 18 décembre 2016, <http://www.csipn.ru/glavnaya/nov-osti-regionov/2949-v-khabarovskom-krae-territorii-traditsionnogo-prirodopolzovaniya-koren-nykh-narodov-iz-yali-dlya-lesozagotovok>.

- . 4 La signification spirituelle du lac de Numto est corroborée par le fait que, dans les années 1930, l'approbation de la pêche par le gouvernement a été à l'origine de la rébellion des Kazym, la dernière insurrection armée du peuple Khanty contre le régime soviétique.
- . 5 Ordonnance (postanovlenie) du Gouvernemen du district autonome Khanty-Mansi No. 415-p, datée du 28 octobre 2016.
- . 6 Russie : le « lac céleste » de Numto menacé par l'extraction pétrolière, 14 avril 2016, http://www.iwgia.org/news/search-news?news_id=1325
- . 7 The Guardian: Anthrax outbreak triggered by climate change kills boy in Arctic Circle <https://www.theguardian.com/world/2016/aug/01/anthrax-outbreak-climate-change-arctic-circle-russia>
- . 8 Russie : l'administration ordonne l'abattage massif de rennes et l'extraction accélérée du gaz. 17 septembre 2016, http://www.iwgia.org/news/search-news?news_id=1396
- . 9 L'expérience récente de Greenpeace Russie dans la péninsule de Taïmyr est présentée dans l'article "Ekologi grinpis rasskazali o masshtabnom sabotazhe i slezhke v ekspeditss na Taimyr", daté du 8 septembre 2016, <http://www.rosbalt.ru/russia/2016/09/08/1548466.html>
- . 10 La Russie interdit la pêche traditionnelle autochtone. 14 juin 2016, http://www.iwgia.org/news/search-news?news_id=1373
- . 11 <http://shorskynp.ru/>
- . 12 <http://ud-legend.ru/>
- . 13 Voir la section relative à la procédure d'alerte rapide du CERD: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CERD/Pages/EarlyWarningProcedure.aspx>
- . 14 <http://undocs.org/CERD/C/RUS/23-24>
- . 15 <http://undocs.org/E/C.12/RUS/6>
- . 16 Disponible sur <http://www.coe.int/en/web/minorities/russian-federation>

Olga Murashko est une anthropologue russe et l'un des cofondateurs de l'ancien IWGIA à Moscou. Elle travaille comme consultante pour le Centre de soutien aux Peuples autochtones du Nord (CSIPN). **Johannes Rohr** est un historien allemand qui a travaillé pour des organisations autochtones en Russie depuis 1995, particulièrement sur leurs droits économiques, sociaux et culturels. Il travaille actuellement comme consultant pour IWGIA et INFOE.

Source : IWGIA 2017 *The Indigenous World*
Traduction pour le GITPA par Zoé Boirin-Fargues

